

## 100208 Lomé Lutter contre la contrefaçon de médicaments

LOMÉ, 8 février 2010 (IRIN) –

La lutte contre les faux médicaments nécessite un front public-privé uni, afin de vaincre la résistance des populations aux avertissements de santé et de démanteler des réseaux de trafiquants de plus en plus sophistiqués, ont dit des professionnels du secteur médical lors d'une réunion à Lomé, la capitale togolaise.

L'industrie mortelle des médicaments contrefaits est florissante car les produits se vendent bien malgré les avertissements de santé, ont dit des responsables de la santé d'Afrique subsaharienne lors de la réunion des 27-28 janvier, qui visait à renforcer les efforts publics et privés pour la lutte contre les faux médicaments.

L'événement, qui était organisé par le [Leem](#), un organisme représentant les entreprises pharmaceutiques françaises, a rassemblé des responsables de la santé des gouvernements de différents pays africains francophones.

« Certains se moquent de ceux qui mettent en garde contre les médicaments de la rue », a dit Sophie Bipolo, directrice nationale des services pharmaceutiques au Gabon. « Les gens disent que nous dénonçons ces médicaments parce que nous sommes en concurrence avec eux, mais malheureusement les gens ne se rendent pas compte des dangers que ces produits représentent pour leur santé ».

Si les médicaments contrefaits sont parfois vendus en pharmacie, on les trouve plus fréquemment dans les stands sur le bord de la route, qui sont très peu réglementés, bien qu'ils soient courants dans la plupart des pays africains.

Il est difficile d'obtenir des chiffres exacts, mais on estime que [plus de la moitié](#) des médicaments vendus dans certains pays d'Afrique subsaharienne seraient contrefaits.

De nombreux acheteurs disent que les vendeurs de médicaments de rue sont leur seule option. « C'est ce que ma famille et moi avons toujours utilisé, et nous n'avons jamais eu un seul problème », a dit Da Béa, qui vend des vêtements à Lomé.

« Je n'ai pas les moyens d'acheter des médicaments à la pharmacie. Donc le jour où les autorités éradiqueront le marché de la rue, elles signeront notre arrêt de mort ».

Mais avec les médicaments de la rue, les gens ne savent jamais ce qu'ils prennent, a dit Manda Opondjo Fernand, directeur national des services pharmaceutiques en République démocratique du Congo.

« Quand les gens achètent ces produits, ils achètent des complications, et [potentiellement] leur mort », a-t-il dit à IRIN.

M. Manda a dit que les pays devaient renforcer les campagnes de sensibilisation et d'éducation. «

Nous ne pouvons pas forcer les gens, contre leur volonté, à ne pas acheter des médicaments de la rue. Le seul moyen que nous ayons pour favoriser un changement des comportements, c'est de continuer à informer les gens sur les dangers ».

Les produits contrefaits ou de mauvaise qualité ont tendance à prolonger la maladie ou à créer des résistances. « A une époque où nous nous efforçons de réduire la pauvreté, les faux médicaments l'exacerbent », a dit M. Manda.

Offre

Komlan Mally, ministre togolais de la Santé, a dit aux participants que le marché des faux médicaments était une préoccupation majeure car il est selon lui contrôlé par « une mafia sans scrupules ».

Les réseaux de trafiquants ont en général une longueur d'avance sur les régulateurs. D'après une [fiche d'information](#) de l'Organisation mondiale de la Santé datée de janvier 2010, « Les contrefacteurs sont extrêmement flexibles dans les méthodes qu'ils utilisent pour imiter les produits et empêcher leur détection » - des méthodes qui varient quotidiennement.

« A chaque fois que les autorités prennent une mesure pour lutter contre ce réseau, les trafiquants développent des techniques pour la contourner », a dit François Chevillard, directeur du comité Afrique du Leem.

D'après M. Chevillard et d'autres personnes présentes à la réunion, tous ces éléments rendent nécessaires une collaboration constante entre les autorités à travers la région, ainsi que des réglementations fortes. « Une des principales raisons qui font que ces produits continuent à circuler est l'absence de réglementation et de sanctions fortes », a-t-il dit.

M. Chevillard a dit que les pays devaient allouer des fonds de développement spécifiquement à cette lutte.

Les participants ont aussi appelé les entreprises pharmaceutiques à rendre les médicaments abordables.

Certains médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité circulant en Afrique viennent d'Inde ou de Chine, mais d'autres sont fabriqués localement, dans des pays où le secteur est « gravement sous-réglementé », d'après un [rapport](#) de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) sur l'Afrique de l'Ouest.

D'après l'UNODC, malgré « l'effet dévastateur » des médicaments factices, ce crime n'est pas pris autant au sérieux que d'autres formes de contrebande.